



ÉCONOMIE VÉGÉTAL

Création d'un label de produits biosourcés pour la construction

Karibati, entreprise d'expertise en bâtiment biosourcé, a créé le 7 juin un label de produits biosourcés pour la construction, notamment dans l'isolation thermique, a-t-elle annoncé. Elle a le soutien des milieux du bâtiment, du ministère du Logement et espère celui de l'Agriculture.

Karibati, entreprise coopérative, qui accompagne le secteur du bâtiment avec les matériaux biosourcés, a créé un label de produits biosourcés. Le développement de ces produits est indéniable, a indiqué Yves Hustache, responsable recherche et développement. « C'est une bonne nouvelle, mais la tendance peut être reprise sans réelle démarche de fond ». D'où la nécessité d'un label.

Une garantie de taux et de provenance

Le label « produit biosourcé » apportera une garantie de taux de matière première issue de la biomasse intégrée aux produits et leur origine. « Le terme "biosourcé" est aujourd'hui galvaudé. Nous estimons qu'un produit biosourcé contient au minimum 75 % de matière renouvelable », a expliqué Olivier Joreau, directeur général de Cavac biomatériaux (Vendée) qui fabrique la gamme d'isolants biosourcés Biofib.

Le secteur de la construction utilise 150 000 à 200 000 tonnes de produits biosourcés. Il s'agit surtout de fibre de bois à hauteur d'environ 100 000 tonnes. Mais l'utilisation du chanvre se développe ainsi que celle de lin, de miscanthus et de paille de céréales et d'oléagineux. L'utilisation de ces dernières est encore à l'état embryonnaire. Mais « des développements sont en cours pour utiliser la paille de colza ou encore la tige du tournesol dans des produits de construction », a précisé Karibati. L'utilisation du chanvre progresse rapidement. Le chiffre d'affaires de Cavac Biomatériaux qui fabrique essentiellement des produits à base de chanvre, connaît une progression de plus de 30 % par an, à en croire Olivier Joreau. Les surfaces de chanvre cultivées pour la Cavac sont de 2 000 hectares.

L'implication de l'État est souhaitée

Karibati, soutenu par le ministère du Logement, souhaite l'être aussi par celui de l'Agriculture. « Le ministère de l'Agriculture devrait être un aiguillon pour les projets que nous menons », a fait remarquer Jean-Michel Grosselin, vice-président de l'Association des industriels de la construction biosourcée (AICB). « Nous invitons les membres du cabinet du ministre de l'Agriculture à venir voir ce que nous faisons. Qu'ils voient des filières de bioéconomie en train de se structurer ».

Jean-Michel Grosselin a cité comme action souhaitable en France celle menée depuis 2002 par l'USDA (ministère de l'Agriculture) aux États-Unis à travers le programme « Biopreferred » qui oblige l'achat de matériaux biosourcés par les administrations publiques américaines afin d'amorcer le marché. Ce programme Biopreferred a été poussé par le lobby des producteurs de maïs américains, a-t-il précisé. La filière des matériaux biosourcés pour le bâtiment souhaite également quelques incitations fiscales.

MN

« Nous invitons les membres du cabinet du ministre de l'Agriculture à venir voir ce que nous faisons »